



Productivité : une énigme française ?

Mercredi 1er Février 2017

Session 2 : quelles recommandations ?

Emmanuelle Maincent

Head of Unit -Assessment and benchmarking of national reforms

European Commission - Economic and Financial Affairs

A long terme, compétitivité est principalement générée par la productivité



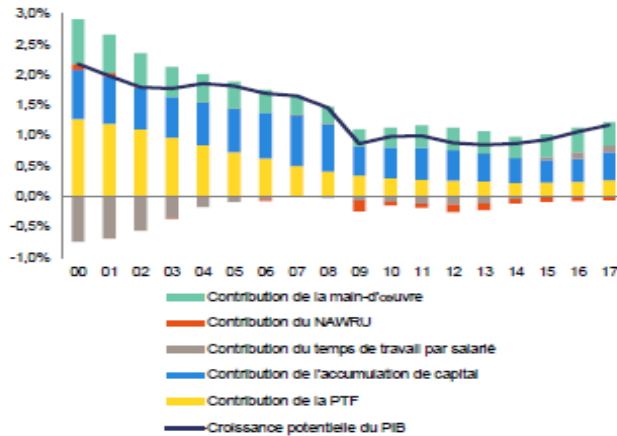
- **Vers les Réformes Structurelles 2.0: un accent sur la productivité afin de renforcer la compétitivité sur le long terme**
 - Un accent mis sur le capital humain, une éducation de qualité, les compétences, l'innovation, et la capacité des personnes à s'adapter (y compris des éléments de flexicurité)
 - Consistent avec les priorités de la Commission en matières de politiques économiques : réformes structurelles, investissement & politiques budgétaires responsables
- **Actions à différents niveaux:**
 - Européen: marché unique, renforcement de la zone euro, initiatives comme le Plan Juncker d'investissement
 - National: mise en œuvre de réformes structurelles et accent accru sur le capital humain ; recommandations de la Commission sur ces sujets (Semestre européen)

Le cas de la France: analyse de la Commission



European
Commission

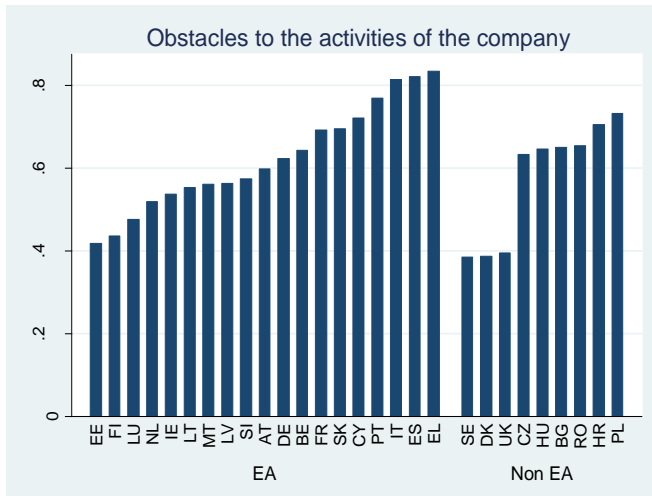
Graphique 2.1.2: Ventilation de la croissance potentielle du PIB en France



Source: prévisions de l'hiver 2016 de la Commission européenne

Certains facteurs limitent la croissance de la productivité, par exemple:

- Rigidités des marchés du travail et des produits, charge réglementaire, lenteurs dans la réaffectation des ressources et l'adoption des technologies
- Manque d'adéquation de la main-d'œuvre et de capacité d'innovation de l'économie française (moins dynamique que certains des principaux concurrents)
- Un nombre disproportionné de petites entreprises (y compris effets de seuil)
- Obstacles à la concurrence dans les services



Source: DG ECFIN calculations based on the Flash Eurobarometer 417

Le cas de la France: recommandations



Certaines recommandations (2016) ainsi directement liées à la productivité [extraits de CSRs]

Le capital humain et le marché du travail

Renforcer les liens entre le secteur de l'éducation et le marché du travail, notamment par une réforme du système d'apprentissage et de la formation professionnelle qui mette l'accent sur les personnes peu qualifiées (CSR 3)

Le climat des affaires

Éliminer les obstacles à l'activité dans le secteur des services, en particulier dans les services aux entreprises et les professions réglementées (CSR 4)

Approfondir la réforme des critères de taille réglementaires qui freinent la croissance des entreprises et continuer à simplifier les règles administratives, fiscales et comptables applicables aux entreprises en poursuivant le programme de simplification (CSR 4)

L'innovation

Prendre des mesures pour simplifier les programmes publics d'innovation et en améliorer l'efficacité (CSR 4)

Aspects systémiques liés à: (i) le budget et l'efficacité des dépenses publiques et (ii) les coûts salariaux



La Commission a ainsi recommandé à la France, via ses recommandations [extraits de CSRs]:

La baisse de charges & une efficacité accrue des dépenses publiques

Prendre des mesures visant à réduire les impôts sur la production et le taux nominal de l'impôt sur les sociétés, [tout en élargissant la base d'imposition sur la consommation, notamment en ce qui concerne la TVA] (CSR 5)

La pérennisation de la modération des coûts salariaux

Veiller à ce que les réductions du coût du travail soient pérennisées (CSR 2)